

Communiqué du 28 octobre 2021

L'Unsenric FO a pris connaissance de l'étude « Futurs Energétiques 2050 » publiée par RTE (gestionnaire public du réseau de transport de l'électricité).

Il s'agissait d'étudier les scénarios énergétiques permettant d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 pour limiter le réchauffement climatique à +1,5°C comme préconisé par le GIEC.

Cette étude conforte la position de notre congrès de 2020 : *« le nucléaire, source d'énergie décarbonée, a toute sa place dans la transition énergétique et dans la lutte contre le changement climatique »*.

Après 2 ans de travail et 4000 contributions étudiées, RTE a établi les principaux axes de transition ainsi :

1. diminuer la consommation d'énergie de 50% (de toutes les énergies fossiles, électriques etc.)
2. électrifier les usages (+ 50%) : mobilité, chauffage, production d'hydrogène etc. pour diviser par 2 l'utilisation des énergies fossiles émettrices de CO2
3. maintenir la production d'électricité nucléaire au niveau actuel (50%, avec environ moitié-moitié ancien et nouveau nucléaire) ce qui minimiserait le coût de la transition à 60 milliards € par an (scénario N03, contre 80 milliards € par an en 100% renouvelables)
4. créer un « système hydrogène bas-carbone » pour décarboner certains secteurs difficiles à électrifier et stocker de l'énergie.

La neutralité carbone est l'équilibre entre les émissions de CO2 dues aux activités humaines (38 giga tonnes en 2019) et l'absorption de CO2 principalement par les forêts et les océans (10 giga tonnes).

Ce scénario N03 est celui présentant le meilleur bilan carbone et le besoin le moins élevé en ressources minérales, notamment en cuivre, aluminium, acier. C'est aussi celui pour lequel l'artificialisation des sols associée au système électrique est la moins importante.

Comme elle le fait depuis plusieurs années, l'Unsenric FO **alerte sur les risques sociaux considérables liés aux conséquences du réchauffement climatique**. Diminuer la consommation d'énergie de 50% et par conséquent la production de richesses ne devra pas remettre en cause les conquêtes sociales. **Il faudra allouer donc une part bien plus importante des richesses à la rémunération du travail**, sans quoi la transition énergétique serait un violent accélérateur antisocial.

A vrai dire il paraît douteux vu d'aujourd'hui que l'objectif de – 50% d'énergie consommée puisse être atteint d'ici 30 ans par la conjugaison d'une plus grande efficacité énergétique et de la « sobriété » (qui risquerait alors d'être un rationnement).

Sur les autres hypothèses, l'Unsenric FO déplore qu'**aucun scénario à plus de 50% d'électricité nucléaire** n'ait été étudié alors que ce taux a atteint 75% avant qu'une loi de 2015 n'impose sa baisse et la fermeture injustifiée de plusieurs centrales nucléaires.

Le scénario « N03 » a 50% d'électricité nucléaire se base cependant sur la **construction de 14 EPR et de quelques SMR** (petits réacteurs modulaires). A la lumière des chantiers EPR en Europe continentale (Finlande et France), cette renaissance de la filière de construction est **un défi industriel qu'il est interdit de manquer**. Il faudra sans doute s'inspirer de la conduite du programme qui a permis de construire 56 tranches en 26 ans à partir de 1974. Les minables querelles de clocher qui minent la filière depuis 20 ans devront cesser.

L'Unsenric FO rejoint la Fédération FO Énergies et Mines qui revendique d'abroger les dispositions de la loi Énergie Climat prévoyant la fermeture de 12 autres réacteurs d'ici 2035, ainsi que permettre aux réacteurs de fonctionner jusqu'à 60 ans dès lors qu'ils sont jugés aptes par l'Autorité de Sécurité Nucléaire.

Ce défi se décline aussi dans les secteurs relevant de la Branche Atome de la FédéChimie FO :

- recherche scientifique et technique (développement d'un design SMR),
- cycle du combustible (approvisionnement, entreposage, traitement-recyclage).

Sous cet angle, l'Unsenric FO confirme que **des fautes passées handicaperont le pays** : l'arrêt politique de Superphénix en 1997 et l'arrêt budgétaire du programme Astrid en 2019. **Pour FO la reprise du projet Astrid par le CEA est urgente** vu les enjeux : le développement mondial du nucléaire va tendre le marché de l'uranium et redonner de l'intérêt aux surgénérateurs. Après avoir été pionniers, ne serait-il pas pitoyable d'être contraint d'acheter des réacteurs de génération IV Russes ou Chinois ?

Côté combustible la **fabrication de Mox** doit atteindre au plus vite sa vitesse de croisière, le volume de combustible usé EDF traité par ORANO doit être augmenté et le moxage des tranches 1300 MW accéléré. En parallèle les capacités d'**entreposage en piscine** de combustibles en attente de traitement doivent être adaptées aux besoins (densification des piscines Orano La Hague, création d'une piscine centralisée EDF).

Enfin la création du centre de stockage définitif des déchets radioactifs inutilisables Cigéo doit être menée à bien.

En conclusion, **pour l'Unsenric FO la sûreté et de la sécurité des installations et des travailleurs qui sont les premiers exposés doit primer**. Aussi le fonctionnement et le développement de la filière électronucléaire doit se faire dans le plus grand respect de ces principes. Pour l'Unsenric FO, les travailleurs du nucléaire (hors statut des Industries Électriques et Gazières) ont plus que besoin d'une Convention Collective harmonisant leurs droits vers le haut.

70 % de l'électricité produite dans le monde l'est à partir d'énergies fossiles. Selon l'Agence Internationale de l'Energie, en 2050, il faudra réduire cette part à moins de 20 % alors que la consommation d'électricité doublera.